

Compte rendu réunion du Comité de programmation du 11 avril 2017 à St-Gervais-sous-Meymont

Membres participants :

Collège élus :

- Tony BERNARD, Président du Parc Livradois-Forez
- Michel BRAVARD, Vice-Président de la Communauté de communes Ambert Livradois Forez
- Chantal FACY, Vice-Présidente de la Communauté de communes Ambert Livradois Forez
- Monique FERRIER, Vice-Présidente de la Communauté de communes entre Dore et Allier
- Yves FOURNET FAYARD, Président de la formation SCoT du Parc Livradois-Forez
- Martine MUNOZ, adjointe de la ville de Thiers
- Christiane SAMSON, Maire de Courpière

Collège privés :

- Patrick AUJARD, association « Livradois-Forez Média »
- Laurent BACHELERIE, agriculteur
- Jacques BECHON, création et manifestations culturelles
- Florence DINOUEAU DUPARC, spécialiste de la création d'entreprise
- Gérard FAUCHER, association des propriétaires forestiers du Haut-Livradois
- Alain GIRONDE, association "Châteldon Loisirs et Détente"
- Jean JALLAT, secrétaire Maison du Tourisme Livradois-Forez
- Gérard LECOQ, Prestataire touristique
- Nathalie MARIN, structure enfance jeunesse
- Odile REMOND, Présidente de l'association intercommunale d'animation de Courpière

Autres participants :

- René MEYZONET, secrétaire général de la Sous-Préfecture d'Ambert
- Dominique VERGNAUD, Directeur du Parc Livradois-Forez
- Eric COURNUT, Directeur-Adjoint et coordonnateur LEADER Parc Livradois-Forez
- Amélie VAUFREY, chargée de mission LEADER Parc Livradois-Forez

Membres excusés :

- Myriam FOUGERE, Maire d'Ambert
- Valérie PRUNIER, conseillère départementale d'Ambert
- Etienne ASTIER, architecte
- Patrick DAMARY, chef d'entreprise et élu CCI Puy-de-Dôme délégation Ambert-Thiers
- Didier LACK, centre de vacances AZUREVA
- Aurélie MENADIER, agricultrice
- Christelle RIGOULET, agricultrice
- Anna VERSEILS, Agricultrice - Boulangère bio.

Autres participants excusés :

- Christine DELBAC, Conseil régional Auvergne-Rhône-Alpes
- Bertrand COIFFARD, ASP Auvergne-Rhône-Alpes.

Quorum global			Quorum secteur privé		
Nombre d'invités	Nombre présents	Quorum respecté	Nombre privés invités	Nombre privés présents	Quorum respecté
25	17	OUI	16	10	OUI

Le double quorum étant atteint, le comité peut se réunir et délibérer valablement.

1- Validation du compte rendu de la réunion du 17 janvier 2017

Ce compte rendu a été transmis par courrier le 2 février 2017. Aucune remarque n'étant formulée, le compte rendu est adopté à l'unanimité des membres.

2- Témoignage et présentation d'une action LEADER : étude stratégique et opérationnelle en faveur du commerce et de l'artisanat en Livradois-Forez par Etienne CLAIR, responsable du pôle développement économique au Parc Livradois-Forez

Tony BERNARD rappelle que cette opération a été examinée pour avis préalable il y a un an. L'étude s'est terminée en fin d'année 2016 et son contenu va permettre de définir le futur dispositif LEADER de soutien aux entreprises du commerce et de l'artisanat. Cette première présentation permettra de bien comprendre les enjeux du territoire sur cette thématique. Lors de la prochaine réunion du comité de programmation en juillet, le projet de dispositif d'intervention LEADER en faveur du commerce devrait être proposé pour validation.

Etienne CLAIR, responsable du pôle développement économique au Parc Livradois-Forez prend la parole pour faire cette présentation.

A partir de l'état des lieux du commerce et de l'artisanat en Livradois-Forez et de la compréhension des besoins présents et futurs des habitants en termes d'offre de service, cette étude réalisée en 2016 avait pour but de construire une stratégie à moyen terme et spatialisée, de développement commercial et artisanal.

L'étude a permis d'identifier 3 types de menaces :

- Une perte progressive de vitalité des centres villes et des centres bourgs avec la fermeture des commerces et le développement de la vacance au profit des axes de flux et des périphéries ;
- Une aggravation de l'évasion commerciale avec le développement des mobilités, du e-commerce et le développement d'une offre commerciale plus qualitative sur Clermont-Ferrand, Saint Etienne ou Le Puy en Velay ;
- Une perte progressive d'attractivité globale du territoire avec notamment un risque de décrochage des deux principaux pôles commerciaux de Thiers et Ambert au profit des pôles métropolitains.

Les élus et acteurs du territoire (associations de commerçants, agent de développement des intercommunalités...) ont été largement associés à la réalisation de cette étude, ainsi que les partenaires institutionnels tels que les chambres consulaires.

Une note stratégique rédigée à partir de cette étude (et distribuée en séance) permet d'identifier les interventions :

- priorité donnée aux commerces de proximités dans les centralités historiques ;
- limitation de l'extension des grandes surfaces ;

- interdiction du développement du commerce sur les zones de flux et sur les zones isolées du tissu urbain ;
- possibilités d'accueil de nouveaux commerces sur les zones de périphérie de Thiers et Ambert ;
- aucune nouvelle implantation commerciale en dehors du tissu urbain.

Cette stratégie a également servi l'élaboration d'un projet de DAAC¹ et sera déclinée dans le SCoT Livradois-Foréz² ; enfin, elle servira de socle à la définition du futur dispositif de soutien du programme LEADER aux entreprises commerciales et artisanales.

Eric Cournut précise que le dispositif LEADER n'a pu être proposé aujourd'hui car nous sommes en attente d'un échange technique avec la Région qui a mis en place un dispositif régional fin 2016 qui s'adresse à toutes les entreprises du commerce et de l'artisanat. Il est difficile de proposer un dispositif d'aide LEADER sans avoir pu convenir avec la Région de la bonne articulation des deux dispositifs, notamment sous l'angle des cofinancements publics. Tony Bernard conclut cette présentation en rappelant l'enjeu de cette étude qui est de limiter l'évasion commerciale vers des pôles plus importants tels que Clermont-Ferrand, Vichy ou encore Issoire.

3- Proposition de modification des critères de sélection FA 1-2, bloc 3 (travaux sur les opérations d'aménagement dans les centres-bourgs)

Tony Bernard rappelle qu'une grille de sélection très précise concernant les projets de réhabilitation de centre-bourg par les collectivités a été validée en comité. Mais d'autres projets, en cohérence avec la politique centre-bourg du programme LEADER, portés par des bailleurs sociaux sont présentés.

Les projets menés sur Châteldon et Courpière, examinés lors du comité de programmation du 17 janvier 2017, ont montré que les bailleurs sociaux souhaitent être des partenaires forts de ces politiques de réhabilitation et proposer un habitat pertinent et correspondant aux besoins des territoires ruraux.

Une convention cadre de partenariat 2016-2018 a ainsi été signée entre le Parc et l'OPHIS pour officialiser ce travail partenarial et mener conjointement des projets ambitieux et réalistes de revitalisation de centre-bourg.

Eric Cournut précise que les bailleurs sociaux disposant de sources de financements spécifiques pour leurs opérations. Il convient de modifier la grille de sélection. Cette modification permettra à la fois de mettre en avant le travail partenarial réalisé avec les bailleurs sociaux mais aussi d'identifier clairement les postes de dépenses liés à la qualité du projet qui pourront être présentés pour un financement du programme LEADER.

La nouvelle version de la grille est présentée en *annexe I* du présent rapport.

Tony Bernard soumet au vote du Comité cette nouvelle version de la grille.

➔ **La nouvelle version des critères de sélection FA 1-2, bloc 3 (travaux sur les opérations d'aménagement dans les centres-bourgs) ainsi proposée est adoptée à l'unanimité.**

4- Information sur la nouvelle organisation du circuit de gestion des demandes LEADER proposée par le Conseil régional

¹ DAAC : Document d'Aménagement Artisanal et Commercial

² SCoT : Schéma de Cohérence Territoriale

Tony BERNARD rappelle le circuit de gestion tel qu'il est décrit dans la convention cadre du programme LEADER signée en septembre 2016 : l'équipe LEADER du Parc constitue les dossiers de demande jusqu'à leur complétude. Ils sont ensuite transmis à la Région qui en tant qu'autorité de gestion procède à leur instruction. C'est une fois cette étape réalisée que les dossiers peuvent être présentés et programmés lors des réunions du Comité.

A ce jour, la programmation des dossiers est toujours impossible. Face à ces difficultés, la Région a organisé une réunion le 23 février dernier pour proposer un nouveau circuit de gestion dans le traitement des dossiers.

Le Président laisse la parole à Monique FERRIER qui a participé à cette réunion.

Monique FERRIER expose le contenu du contexte et des échanges : la première partie de cette réunion a confirmé les retards pris sur la programmation. De plus, aucun paiement n'a encore été réalisé sur l'aide préparatoire, ni sur les postes d'animation du programme LEADER.

Ces retards sont dus :

- d'une part au logiciel OSIRIS, dans lequel tous les dossiers doivent être saisis, mais qui n'est toujours pas opérationnel. Cette situation est nationale. C'est l'Agence de Service et de Paiement (agence nationale) à qui incombe la tâche de proposer un logiciel opérationnel ;
- d'autre part, l'équipe du Conseil régional en charge des programmes LEADER à l'échelle de l'Auvergne est en sous-effectif ; elle est donc (même si OSIRIS fonctionnait) dans l'incapacité de traiter tous les dossiers dans des délais raisonnables.

Face à cette situation, et afin d'assurer une convergence avec le schéma de gestion du programme LEADER sur le territoire Rhône-Alpin, la Région a annoncé aux GAL auvergnats sa volonté de leur déléguer l'instruction des dossiers LEADER (à la fois des demandes de subvention et des paiements). La Région garderait un rôle de supervision suivant des modalités qui restent encore à établir. Monique FERRIER précise qu'une première session de formation collective concernant l'instruction des dossiers a déjà eu lieu fin mars et un accompagnement individualisé par GAL est prévu en mai.

Tony BERNARD précise que la Région, en tant qu'autorité de gestion du FEADER, conservera bien la responsabilité juridique et financière des subventions attribuées.

Cette proposition du Conseil régional n'a pas fait l'unanimité auprès des autres GAL auvergnats. En effet, elle entraîne forcément un transfert de charge de la Région vers les équipes techniques des GAL. Et tous les GAL ne disposent pas de suffisamment d'agents pour assumer ces nouvelles missions. Des recrutements seront vraisemblablement nécessaires et la Région ne propose pour le moment aucune contre-partie financière.

Chantal FACY souligne que pour financer ces postes, il sera nécessaire d'utiliser une partie de l'enveloppe financière LEADER. Laurent BACHELERIE remarque que le GAL va récupérer une charge supplémentaire de travail. Martine MUNOZ souligne que seule l'instruction sera possible puisque OSIRIS n'est toujours pas opérationnel.

Tony BERNARD précise qu'au niveau de notre GAL, dans l'état actuel des choses, assurer l'instruction des demandes ne devrait pas poser de problème compte tenu de l'expérience déjà acquise lors des programmes précédents.

Néanmoins, il lui semble primordial d'avoir le même positionnement à l'échelle des 13 territoires auvergnats. Une réunion technique entre les GAL est prévue prochainement pour faire une proposition sur la base des échanges et positionnements pris dans chacun des Comités de programmation.

Dans le souci de faire avancer les dossiers, Tony BERNARD propose d'accepter la délégation de l'instruction **sous réserve** d'une prise en charge financière par la Région des postes concernés. Le programme LEADER peut financer à 80%. Il est donc proposé de solliciter la Région pour les 20% restant jusqu'en 2023 (date de fin de programme).

Le Président soumet au vote cette proposition.

➔ **Le Comité de programmation accepte à l'unanimité la délégation de l'instruction au GAL sous réserve d'une prise en charge financière par la Région des postes concernés.**

5- Composition du comité de programmation : remplacement d'un membre

Tony BERNARD indique que la CCI a désigné Monsieur Patrick DAMARY, chef d'entreprise et élu à la CCI du Puy-de-Dôme délégation d'Ambert – Thiers, comme représentant au sein du Comité de programmation.

Le président soumet cette désignation au vote.

➔ **Proposition de modification de la composition du Comité de programmation adoptée à l'unanimité**

6- Examen pour avis préalable des demandes de subvention

Au préalable, Gérard LECOQ souhaite avoir quelques précisions sur le contenu des fiches actions du programme. Il constate que les porteurs de projets privés (entreprises individuelles, associations...) sont rarement éligibles aux différentes fiches actions et s'interroge sur le caractère innovant des opérations présentées au LEADER jusqu'à présent. Il a le sentiment que beaucoup de projets d'études portés par les collectivités, avec des demandes financières importantes sont présentés au titre du LEADER ; ce qui laisse peu de place aux initiatives privées, qui pourraient pourtant apporter de l'innovation. Il existe d'autres types de projets, notamment dans le milieu associatif, capables de contribuer au développement du territoire. Il s'interroge également sur la communication concernant le programme LEADER qui a été faite auprès de ces porteurs de projet potentiels.

Tony BERNARD répond que les fiches actions peuvent être modifiées et évoluer tout au long du programme. Il explique également qu'un financement LEADER n'est possible uniquement que lorsqu'il y a un co-financement public. Cette contrainte, qui existe depuis la génération LEADER 2007-2013, est minimisée en cas de maîtrise d'ouvrage publique (l'autofinancement étant considéré comme un co-financement public). Les maîtres d'ouvrage privés, eux, sont contraints de rechercher des co-financements publics et d'attendre leur notification pour pouvoir bénéficier d'un financement LEADER. De même, ils doivent attendre le versement de la subvention du co-financeur public pour être en mesure de solliciter le versement de la subvention LEADER. Cette contrainte alourdit particulièrement les demandes et peut mettre en péril les structures. Au regard des retards pris sur ce programme LEADER et dans la mesure où la programmation est toujours impossible, il est difficile d'entraîner les porteurs de projets privés dans cette aventure encore trop risquée.

Nathalie MARIN témoigne de ces difficultés en tant que porteur de projet privé sur le précédent programme. Le retard sur le paiement de la subvention a fragilisé sa structure. Chantal FACY confirme cette lourdeur administrative en tant que présidente de l'association « Passeurs de mots » qui a également sollicité des financements LEADER par le passé.

Eric COURNUT fait part des difficultés rencontrées par les GAL voisins qui ont engagé de nombreux projets associatifs et qui se trouvent aujourd'hui bloqués.

Concernant la communication autour du programme, Dominique VERGNAUD précise qu'elle se fait régulièrement via les outils de communication du Parc (blog, newsletters, site Internet) et par l'intermédiaire des communes et communauté de communes.

Quant à l'innovation, Tony BERNARD admet qu'il existe un décalage entre les principes de LEADER et la lourdeur administrative du programme. LEADER n'est malheureusement plus l'outil financier le mieux adapté pour le financement des projets privés. Au cours des 5 générations successives de programmes LEADER, le financement de l'innovation est devenu de plus en plus complexe...

Le Président laisse ensuite la parole à Eric COURNUT pour la présentation des dossiers. Les rapports de présentation détaillés des projets ont été adressés aux membres du Comité de programmation par courrier.

Intitulé du projet	Développement d'outils numériques partagés sur le territoire du Parc Livradois-Forez Syndicat mixte du Parc naturel régional Livradois-Forez		
Date de début de projet	Juin 2017		
Montant éligible LEADER	97 571,02 € HT	Subvention LEADER prévisionnelle	73 178,27 € (75%)
Avis technique	<ul style="list-style-type: none">• Compétence susceptible d'intéresser de nombreuses communes et communautés de communes.• Importance de bien cadrer les missions de cette animation et l'ambition des outils développés pour concentrer cette compétence sur de l'innovation numérique (au-delà du site Internet).• Nécessité d'un travail avec les intercommunalités, les réseaux ou autres structures supra communales pour définir plus précisément les besoins. <p>➔ Avis favorable du comité technique</p>		
Remarques du Comité de programmation	Pas de remarques du Comité		
Projet admissible : OUI	Note sur la grille générale d'analyse : 12/20	Critères de sélection : 3/3	
Tony BERNARD, en tant que Président du syndicat mixte du Parc naturel régional Livradois-Forez ne prend pas part au vote			
➔ Avis préalable favorable du Comité de programmation			

Intitulé du projet		Acquisition et partage de matériel scénique	
Date de début de projet		Association « Le BIEF »	
Montant éligible LEADER	20 000 € HT	Subvention LEADER prévisionnelle	7 333 € (36,66 %)
Avis technique	<ul style="list-style-type: none"> Co-financement du conseil départemental du Puy-de-Dôme possible Importance d'avoir recours à un professionnel, pour installer et manipuler le matériel. 		

	→ Avis favorable du comité technique	
Remarques du Comité de programmation	Gérard FAUCHER souligne l'intérêt d'avoir un technicien dédié. Ceci est le gage de la pérennité de l'équipement. Il insiste également sur l'importance de prévoir du temps pour assurer l'entretien de ce matériel. Chantal FACY insiste sur l'importance d'avoir un tel équipement pour permettre des représentations de qualité sur tout le territoire.	
Projet admissible : OUI	Note sur la grille générale d'analyse : 10/20	Critères de sélection : 5/6
→ Avis préalable favorable du Comité de programmation		

Intitulé du projet	Etude de faisabilité et expérimentation préalable à la mise en place d'un « atelier des pratiques vertueuses et éco-citoyennes » Syndicat mixte du Parc naturel régional Livradois-Forez		
Date de début de projet	Mai 2017		
Montant éligible LEADER	33 333 € HT	Subvention LEADER prévisionnelle	26 666,40 € (80%)
Avis technique	<ul style="list-style-type: none">Indispensable d'avoir ce type d'accompagnement pour définir l'organisation et le rôle de chacun des partenairesIl est également important de pouvoir être accompagné sur l'expérimentation. ➔ Avis favorable du comité technique.		
Remarques du Comité de programmation	Gérard LECOQ s'interroge sur le bien-fondé du projet : d'une part le contenu de la mission n'est pas clair, et pourquoi financer une telle prestation s'il s'agit uniquement de mettre en synergie les acteurs intervenant sur ces thématiques. Tony BERNARD propose que le titre soit reformulé « mission d'accompagnement et d'expérimentation pour la mise en place d'un atelier des pratiques vertueuses et éco-citoyennes » et que le contenu des missions soit précisé notamment pour la phase diagnostic qui est déterminante pour définir la forme que prendra cet atelier.		
Projet admissible : OUI	Note sur la grille générale d'analyse : 14/20	Critères de sélection : 6/6	
Tony BERNARD, en tant que Président du syndicat mixte du Parc naturel régional Livradois-Forez ne prend pas part au vote. ➔ Avis préalable favorable du Comité de programmation sous réserve des modifications et précisions indiquées dans les remarques.			

Intitulé du projet	Développement des bonnes pratiques dans les activités de loisirs de pleine nature Syndicat mixte du Parc naturel régional Livradois-Forez		
Date de début de projet	Juin 2017		
Montant éligible LEADER	13 333 € HT	Subvention LEADER prévisionnelle	10 666,40 € (80%)
Avis technique	Pas de remarque → Avis favorable du comité technique.		

Remarques du Comité de programmation	Gérard LECOQ souhaite que les outils proposés permettent d'aller plus loin dans la logique du développement durable. Michel BRAVARD se demande s'il ne serait pas pertinent de développer ces outils de sensibilisation également dans les lieux de pratique de pleine nature à l'année, telle que la station de Prabouré ? Tony BERNARD propose que cette possibilité soit étudiée par le Parc.	
Projet admissible : OUI	Note sur la grille générale d'analyse : 14/20	Critères de sélection : 6/6
<i>Tony BERNARD, en tant que Président du syndicat mixte du Parc naturel régional Livradois-Forez ne prend pas part au vote.</i> → Avis préalable favorable du Comité de programmation.		

Intitulé du projet	Élaboration de la stratégie marketing pour la période 2017-2019 Maison du tourisme du Livradois-Forez		
Date de début de projet	Fin avril 2017		
Prestataires retenus	ID-TOURISM (Grenoble et Paris), ingénierie touristique et marketing très attaché aux principes du développement durable et FUTOURISM (Parent - 63), spécialiste du marketing territorial.		
Montant éligible LEADER	28 500 € HT	Subvention LEADER prévisionnelle	22 800 € (80%)
Avis technique	<ul style="list-style-type: none">Les prestataires retenus apporteront des expertises complémentaires : connaissance du territoire et de son contexte touristique, et expertise nationale sur le tourisme durableImportance pour la MDT de cibler précisément sa clientèle pour davantage de pertinence et de concentration des moyens. ➔ Avis favorable du comité technique		
Remarques du Comité de programmation	Pas de remarque		
Projet admissible : OUI	Note sur la grille générale d'analyse : 11/20	Critères de sélection : 2/3	
➔ Avis préalable favorable du Comité de programmation.			

Intitulé du projet	Le Livradois-Forez à Lyon et à Saint Etienne Maison du tourisme du Livradois-Forez		
Date de début de projet	Février 2017		
Montant éligible LEADER	27 598 € HT	Subvention LEADER prévisionnelle	22 078,40 € (80%)
Avis technique	<ul style="list-style-type: none"> Impact positif en termes d'image et nombreux contacts en BIT suite aux journées du Livradois-Forez à Clermont-Ferrand en 2016 Belle vitrine des prestations proposées. → Avis favorable du comité technique		
Remarques du Comité de programmation	Pas de remarque		

Projet admissible : OUI	Note sur la grille générale d'analyse : 11/20		Critères de sélection : 3/3
➔ Avis préalable favorable du Comité de programmation.			
Intitulé du projet	Communication et édition pour renforcer la reconnaissance des spécificités et des patrimoines du Livradois-Forez Maison du tourisme du Livradois-Forez		
Date de début de projet	Février 2017		
Montant éligible LEADER	23 468 € HT	Subvention LEADER prévisionnelle	18 774,40 € (80%)
Avis technique	➔ Avis favorable du comité technique		
Remarques du Comité de programmation	Pas de remarque		
Projet admissible : OUI	Note sur la grille générale d'analyse : 10/20		Critères de sélection : 3/3
➔ Avis préalable favorable du Comité de programmation.			

Intitulé du projet	Information et sensibilisation aux patrimoines du Livradois-Forez Maison du tourisme du Livradois-Forez		
Date de début de projet	Février 2017		
Montant éligible LEADER	49 567 € HT	Subvention LEADER prévisionnelle	37 175,25 € (75%). Il s'agit d'une action récurrente
Avis technique	➔ Avis favorable du comité technique		
Remarques du Comité de programmation	Pas de remarque		
Projet admissible : OUI	Note sur la grille générale d'analyse : 10/20	Critères de sélection : 3/3	
➔ Avis préalable favorable du Comité de programmation.			

Intitulé du projet	Pérennisation et développement touristique de la voie ferrée du Livradois-Forez Syndicat ferroviaire du Livradois-Forez		
Date de début de projet	Octobre 2015.		
Montant éligible LEADER	110 838 € HT (59% du coût total)	Subvention LEADER prévisionnelle	55 419 €
Avis technique	→ Avis favorable du comité technique		
Remarques du Comité de programmation	Les deux dossiers de coopération proposés par le Syndicat et déjà présentés en Comité de programmation pour avis préalable il y a un an sont finalement abandonnés au profit d'un seul dossier concernant les travaux réalisés en 2016. Le GAL du Velay attend le positionnement de		

	la communauté d'agglomération du Puy-en-Velay pour donner un avis préalable. Yves FOURNET FAYARD précise qu'un rendez-vous très positif a eu lieu avec celle-ci. Les élus ont confirmé leur cotisation au syndicat et donc leur intérêt de pérenniser la voie. Aussi le positionnement du GAL du Velay devrait être favorable.	
Projet admissible : OUI	Note sur la grille générale d'analyse : 14/20	Critères de sélection : Sans objet
Yves FOURNET FAYARD, en tant que Président du syndicat ferroviaire du Livradois-Forez ne prend pas part au vote. → Avis préalable favorable du Comité de programmation.		

7- Information en séance sur l'état d'avancement de la pré-programmation et de la programmation par rapport à la maquette financière globale du programme

Amélie VAUFREY précise que la maquette financière est disponible dans le classeur distribué en séance et sur le site internet du Parc. Elle intègre l'ensemble des dossiers examinés pour avis préalable depuis un an, y compris les 9 prévus à l'ordre du jour de cette réunion.

Deux demandes de subvention LEADER ont été abandonnées ou modifiées. Il s'agit :

- Du projet de ferme intercommunale à Chandalon, porté par l'ancienne communauté de communes de la Montagne Thiernoise. En raison de l'impossibilité de mobiliser du LEADER en plus des co-financements déjà obtenus (Région et Département pour 60% au total)
- Du projet de coopération du Syndicat ferroviaire (travaux et animation sur 3 ans) qui a été modifié en un seul projet, uniquement sur les travaux de 2016, et présenté aujourd'hui.

La maquette financière prend en compte ces deux modifications (fiches actions 2-2 et 4). Elle est présentée en *ANNEXE II* de ce compte rendu.

8- Fixation des dates des prochaines réunions du comité de programmation

Tony BERNARD confirme la date déjà proposée au mois de juillet et propose de fixer une nouvelle date en octobre.

Les prochaines réunions auront donc lieu :

- **le mardi 11 juillet à 18h00**
- **et le mercredi 11 octobre à 18h00.**

9- Questions diverses

Monique FERRIER revient sur les difficultés de mise en œuvre du programme LEADER au regard des nombreuses strates administratives entre le GAL et l'Union Européenne. Elle fait part de son expérience sur des projets de jumelage entre communes européennes où elle rencontrait les mêmes difficultés et les mêmes délais particulièrement long pour bénéficier de la subvention. Grâce à la sollicitation de députés européens, beaucoup de souplesse a été apporté et désormais les échanges se font directement avec la Commission.

Amélie VAUFREY indique que les intérêts des GAL sont représentés auprès de la commission par la fédération LEADER France et l'association ELARD qui agit à l'échelle européenne. De nombreuses démarches sont initiées pour simplifier la gestion administrative des programmes LEADER. La déclaration de TARTU va dans ce sens (cf ANNEXE III). Mais il est essentiel que les acteurs des territoires ruraux sollicitent leurs députés Européens. Une démarche va être initiée dans ce sens par LEADER France.

Tony BERNARD propose de tenir régulièrement informé les membres du Comité de ces différentes démarches.

La séance est levée à 20h00.

Compte rendu réalisé par le Parc Livradois-Forez
Fait à Saint-Gervais-sous-Meymont, le 20 avril 2017

Le Président du GAL Parc Livradois-Forez,

**Tony BERNARD.
Maire de Châteldon.**

ANNEXE I : nouvelle version des critères de sélection de la fiche 1-2, bloc 3 du programme LEADER 2014-2020

Opérations éligibles	Conditions d'admissibilité	Critères de sélection		
Etude stratégique	Communes préalablement sélectionnées par le Comité de programmation ➔ cf carte « communes éligibles à la fiche 1-2 bloc 3 »	Niveau 1 : Note d'admission : 4/4		
		Communes figurant sur la carte (« communes éligibles à la fiche 1-2 bloc 3 ») et sélectionnées par le Comité de programmation	OUI = 1	NON = 0
		Si travail à l'échelle d'une ville ou d'un centre bourg fondé sur une approche transversale de la fonctionnalité des bourgs (au moins 2 approches : logement + services + commerce + culture...)	OUI = 1	NON = 0
		Document de planification en cours ou existant : PLU, PLUI, POS	OUI = 1	NON = 0
		Collectivité accompagnée par le PNR (cellule urbanisme et/ou mission centre bourg dans le cadre de l'Atelier d'urbanisme en Livradois-Forez)	OUI = 1	NON = 0
Expertise et/ou étude de programmation		Niveau 2 : Note d'admission : 3/3		
		Critères du niveau 1 respectés	OUI = 1	NON = 0
		Stratégie urbaine validée ou opération urbaine	OUI = 1	NON = 0
		Définition d'un périmètre d'intervention prioritaire ou d'une OAP dans un PLU	OUI = 1	NON = 0
Etude pré-opérationnelle et/ou étude de maîtrise d'œuvre		Niveau 3 : Note d'admission : 3/3		
		Critères niveau 1 et 2 respectés	OUI = 1	NON = 0
		Définition d'un programme pluriannuel d'investissement	OUI = 1	NON = 0
		Ne pas bénéficier de financement ANRU	OUI = 1	NON = 0
Travaux/opérations portées par les collectivités		Niveau 4 : Note d'admission : 3/3		
		Critères niveau 1, 2 et 3 respectés	OUI = 1	NON = 0
		Etude pré-opérationnelle et/ou étude de maitrise d'œuvre (niveau APS)	OUI = 1	NON = 0
		Avis technique motivé du pôle urbanisme du PNR LF avec <u>une note minimale de 2/4</u> Cet avis portera notamment sur : <ul style="list-style-type: none">- la qualité de l'aménagement- son ambition architecturale- les performances énergétiques- les matériaux utilisés La note issue de l'avis sera bonifiée en cas d'existence d'un document de protection patrimoniale approuvé ou en cours: ZPPAUP, AVAP,... et/ou adhésion à un établissement public foncier.	OUI = 1	NON = 0

Travaux/opérations portées par des bailleurs sociaux	Communes préalablement sélectionnées par le Comité de programmation → cf carte « communes éligibles à la fiche 1-2 bloc 3	Niveau 4 bailleurs sociaux : Note d'admission : 4/4		
		Critères niveau 1, 2 et 3 respectés	OUI = 1	NON = 0
		Existence d'une convention cadre de partenariat PNR/bailleur social	OUI = 1	NON = 0
		Existence d'un avenant spécifique à la convention, propre à chaque projet, définit en concertation avec la commune et/ou communauté de communes, le bailleur social et le PNR LF. Cet avenant devra préciser le rôle et les engagements des signataires, le contenu de l'opération (programme, orientation particulière, performance énergétique...) et les moyens mis en œuvre (ingénierie, communication, financement...) etc...	OUI = 1	NON = 0
		Avis technique motivé du pôle urbanisme du PNR LF avec <u>une note minimale de 2/4</u> . Cet avis portera notamment sur : <ul style="list-style-type: none"> - la qualité de l'aménagement - son ambition architecturale - les performances énergétiques - les matériaux utilisés - La note issue de l'avis sera bonifiée en cas d'existence d'un document de protection patrimoniale approuvé ou en cours: ZPPAUP, AVAP,... et/ou adhésion à un établissement public foncier. 	OUI = 1	NON = 0
		Les dépenses éligibles portent uniquement sur les dépenses liées : <ul style="list-style-type: none"> - à l'insertion dans le site (qualité des espaces privatif et collectifs extérieur, existence d'espaces mutualisés...) - à la performance énergétique, en cohérence avec le dispositif « 4-5 logement social » du FEDER (cf note ci-dessous*) - à l'utilisation de matériaux biosourcés ou issus de filières locales (bois, pisé...) dans la structure du bâtiment et /ou de savoir-faire locaux 		

* Dépenses éligibles liées à la performance énergétique :

- en rénovation :
 - les matériaux biosourcés ;
 - les postes de dépenses indiqués dans la grille CEE ci-dessous visant à renforcer les performances thermiques de l'enveloppe du bâtiment
 - ou les postes de dépenses visant à atteindre au minimum le niveau bâtiment basse consommation (BBC rénovation - sans obligation de labellisation).
- en neuf :
 - les matériaux biosourcés
 - les dépenses liées à l'atteinte des objectifs au minimum de la RT2012-10%* (avec un Bbio max au minimum 10% inférieur au Bbio max défini par l'état) ou utilisation d'une énergie renouvelable.

Grille CEE :

Caractéristique thermique		Exigences	
Poste 1	Toitures terrasse	Résistance additionnelle	$\geq 5 \text{ m}^2\text{K/W}$
	Planchers de combles perdus	Résistance additionnelle	$\geq 7 \text{ m}^2\text{K/W}$
	Rampants de toiture de pente $< 60^\circ$	Résistance additionnelle	$\geq 7 \text{ m}^2\text{K/W}$
Poste 2	Murs en contact avec l'extérieur et rampants de toiture de pente $> 60^\circ$	Résistance additionnelle	$> 3,5 \text{ m}^2\text{K/W}$ si ITE1 $> 5 \text{ m}^2\text{K/W}$ si ITI
	Murs en contact avec un volume non chauffé	Résistance additionnelle	$> 3 \text{ m}^2\text{K/W}$ si ITE $> 4 \text{ m}^2\text{K/W}$ si ITI
Poste 3	Planchers bas	Résistance additionnelle	$> 2,4 \text{ m}^2\text{K/W}$
Poste 4	Parois vitrées	Coefficient de transmission thermique (U_w des fenêtres)	$U_w < 1,7\text{W/m}^2\text{K}$ et $S_w > 0,36$
		Facteur de transmission solaire (S_w fenêtres)	$U_w < 1,3\text{W/m}^2\text{K}$ et $S_w > 0,30$
Poste 5	VMC performante	VMC répondant aux critères de performance pour l'obtention des certificats d'économie d'énergie	Fiches standardisées BAR-TH-25 à AR-TH-27

* -10% de consommation d'énergie sur le bâtiment.

ANNEXE II : Etat d'avancement de la pré-programmation et de la programmation au 11 avril 2017

<u>Etat au 11 avril 2017</u>	LEADER							Autre co-financement public (dont autofinancement public)			
Fiche Action	Maquette initiale	Pré-programmé	%	Programmé	%	Réalisé	%	Maquette initiale	Pré-programmé	Programmé	Réalisé
1-1: Donner au centre-bourg les moyens de leur rayonnement et leur permettre de jouer pleinement leur rôle de centralité	230 000,00	186 280,90	81%					57 500,00	82 628,22		
1-2: Réinventer les centres-bourgs par des opérations d'aménagement innovantes et ambitieuses	1 307 000,00	1 861 995,22	142%					326 750,00	4 687 217,05		
2-1: Développer l'implication sociétale des entreprises et des organisations	653 500,00	39 200,00	6%					163 375,00	9 800,00		
2-2: Mieux valoriser les ressources locales et les potentiels économiques du Livradois-Forez	499 000,00	217 379,62	44%					124 750,00	77 994,96		
3-1: Développer les outils et les usages numériques	307 500,00	91 678,27	30%					76 875,00	32 416,95		
3-2: Favoriser les réseaux et l'innovation organisationnelle au service des pratiques vertueuses	231 000,00	126 064,39	55%					57 750,00	46 538,76		
3-3: Renforcer le sentiment d'appartenance et promouvoir les spécificités du territoire	615 000,00	159 505,55	26%					153 750,00	158 813,45		
4: Coopération interterritoriale et transnationale	192 000,00	55 419,00	29%					48 000,00	55 419,00		
5: Coordination, animation, gestion, communication et évaluation du programme	692 117,00	150 000,00	22%					173 030,00	37 500,00		
TOTAL	4 727 117,00 €	2 887 522,95 €	61%	0,00 €	0%	0,00 €	0%	1 181 780,00 €	5 188 328,39 €	0,00 €	0,00 €

ANNEXE III



European Leader Association
for Rural Development
Brussels, www.elard.eu

ESTONIAN
PRESIDENCY
2016-2017



ELARD CONFERENCE
Renewing LEADER/CLLD for 2020+
Celebrating 25 years of LEADER in Europe!
22-23 November 2016, Tartu, Estonia

Déclaration de Tartu *Renouvellement du LEADER / CLLD pour 2020+*

La déclaration a été réalisée sur la base des résolutions élaborées par 140 délégués de 24 pays européens participant à la conférence ELARD "Renouveler le LEADER / CLLD pour 2020+ / Célébrer 25 ans de LEADER en Europe !" qui s'est tenue du 22 au 23 novembre 2016 à Tartu, en Estonie, et sur les contributions de plusieurs Réseaux LEADER d'action locale.

La déclaration suivante, adressée aux institutions européennes et aux États membres, a été adoptée.

1. Nous, représentants des Groupes d'Action Locale LEADER de toute l'Europe, pensons que l'évolution politique actuelle en Europe rend **l'approche LEADER / CLLD** (laquelle date de 25 ans), **plus importante que jamais**. Il s'agit d'une approche ascendante axée sur l'Europe qui peut contribuer à contrebalancer les tendances anti-européennes dans les communautés locales en contribuant à l'inclusion sociale et au développement économique durable dans les territoires où elle est appliquée.

2. Mais pour y parvenir, nous pensons qu'**il est essentiel d'améliorer l'efficacité de LEADER / CLLD**. Les efforts actuellement entrepris par la Commission européenne et les États membres ne suffisent pas pour donner l'élan nécessaire pour améliorer sensiblement la qualité de ses résultats. La préparation de la période de programmation 2021-2027 offre une occasion cruciale de décider des changements nécessaires à la mise en œuvre de cette approche de longue date.

3. Depuis sa prise en compte dans les programmes de développement rural, la méthode CLLD / LEADER n'a jamais pu atteindre le but pour lequel elle a été créée, à savoir **permettre aux communautés locales de façonner leur destin**.

4. Cette finalité cruciale, à savoir **l'autonomisation des communautés rurales, doit se recentrer** sur la conception du nouveau cadre de mise en œuvre. Les principes de longue date qui sous-tendent la méthode LEADER devraient être réaffirmés. Les objectifs liés au financement et aux politiques spécifiques devraient jouer un rôle secondaire, car LEADER n'est pas un terrain d'action pour les intérêts sectoriels. En outre, la méthode CLLD / LEADER ne devrait pas être contraint de se concentrer trop sur l'innovation et le développement «intelligent».

5. En effet, nous pensons que la démarche CLLD / LEADER devrait être reconnu comme une approche de développement à part entière, mise en œuvre par des stratégies de développement local intégré qui font appel à toutes les parties pertinentes du financement européen et national. Elle ne devrait pas continuer seulement en tant qu'appendice de la politique européenne de développement rural, surtout si cette politique devient de moins en moins orientée vers un développement territorial équilibré. Si la Commission européenne et les États membres sont vraiment fiers de la réussite de la méthode LEADER et veulent la valoriser, alors ils doivent offrir la version authentique. **Le contenu doit correspondre à l'étiquette.**

6. Pour ces raisons, nous pensons qu'**il faudrait accorder plus de pouvoirs et de responsabilités aux Groupes d'Action Locale, dans un contexte de cadre clair pour la mise en œuvre du CLLD**. Les États membres ne devraient pas avoir le pouvoir de diluer l'approche multisectorielle globale qui fait partie intégrante de l'idée du CLLD. Les définitions actuelles du règlement sur les dispositions communes se sont révélées incapables de protéger l'intégrité de l'approche intégrée qui est au cœur de LEADER / CLLD.



7. Afin d'assurer l'efficacité de la mise en œuvre future du CLLD financé par des fonds multiples dont LEADER fait partie, nous demandons que les conditions suivantes soient remplies avant le début de la période de programmation 2021-2027.

a) Une définition opportune de règles, de lignes directrices et de systèmes informatiques simples visant à une harmonisation maximale entre les FESI. Pas simplement la simplification, mais **la déréglementation est le mot-clé**. Le nouveau contexte politique et économique doit être utilisé pour une réinitialisation, pour lever les fardeaux bureaucratiques et pour créer un cadre simple, axé sur les opportunités et la confiance, et non sur les restrictions et la méfiance.

b) Les règles, les lignes directrices et les systèmes informatiques doivent être élaborés avec la participation réelle de toutes les parties prenantes. L'application de la méthode CLLD / LEADER commence déjà ici !

c) La seule manière d'assurer une mise en œuvre efficace de la CLLD à financement multiple consiste à confier la gestion par un seul organe de coordination au niveau des États membres ou de la région. Au niveau de l'UE, une commission CLLD devrait être créée en tant que sous-groupe du EGESIF (groupe d'experts sur les Fonds Européens Structurels et d'Investissement) pour suivre et guider la mise en œuvre dans les États membres.

d) La mise en œuvre de CLLD / LEADER est vouée à l'échec si elle est dominée par la menace de sanctions au niveau local. Ceux qui préconisent l'innovation doivent accepter le risque d'échec.

e) L'esprit collégial doit être renforcé. Tous les acteurs impliqués dans le processus, les GAL et les autorités doivent être bien formés et sensibilisés aux spécificités de la mise en œuvre du CLLD / LEADER. Cela ne peut se faire que si les autorités et les GAL sont capables de se connaître mutuellement.

f) Les organisations nationales des GAL LEADER doivent être acceptées comme partenaires à part entière des autorités de gestion pour assurer une mise en œuvre harmonieuse. Ils doivent être impliqués dès le début dans la conception des procédures administratives et des outils informatiques dans les États membres. La Commission européenne devrait insister sur ce point.

g) Cette demande de participation pleine et entière des organisations nationales de GAL s'applique en particulier aux procédures de coopération interterritoriale et transnationale entre les Groupes d'Action Locale, qui doivent être conçues sur la base des bonnes pratiques. L'harmonisation des règles de cette coopération est cruciale et doit donc être fixée au niveau de l'UE.

h) Nous exhortons la Commission européenne, les autres institutions européennes et les États membres à engager tous leurs efforts pour le renouvellement du cadre de CLLD / LEADER lors de la réforme du cadre des FESI pour la période de programmation 2021-2027.